

LE 24 JUIN 2010 : POUR NOS RETRAITES TOUTES ET TOUS EN GREVE ET MANIFESTATIONS

**Assez de cadeaux pour ceux d'en Haut !
Assez de coups bas pour ceux d'en Bas !**

- Depuis quelques semaines les travailleurs grecs sont en lutte contre le plan d'austérité prévu par le gouvernement. C'est au tour de l'Espagne, du Portugal, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bulgarie, de l'Italie de subir les attaques des spéculateurs. En Allemagne, mais aussi **en France, le gouvernement met en place un plan de rigueur** qui commence tout d'abord par une mise en coupe réglée des retraites.
- Au cœur de tout cela, un système financier et économique aux abois qui se défend sur le dos des populations.
- Dans les Hôpitaux nous payons doublement la rigueur : la remise en cause de la catégorie active pour la retraite des infirmiers (perte des 1 an de bonification pour 10 ans et perte de la retraite à 55 ans), prépare la remise en cause pour toutes les autres retraites actives (Aides Soignants, ASH..)
- Les attaques générales sur les retraites viennent s'ajouter à cela.
- L'Austérité et le plan de restructuration des hôpitaux publics complètent un dispositif où le gouvernement démontre qu'il préfère s'attaquer à la santé de la population plutôt qu'aux banquiers et aux spéculateurs.



Il est hors de question de se laisser faire et que le gouvernement nous dépouille petit à petit sous la pression des marchés financiers.

Pour **Sud** Santé Sociaux les attaques subies, dans nos secteurs, sur l'emploi et les conditions de travail vont aller en s'aggravant si des solutions autres que celles proposées par les gouvernements ne sont pas mises en œuvre.

**Il est grand temps qu'ils écoutent les populations.
C'est d'une meilleure répartition des richesses
que les peuples ont besoin et non pas d'austérité.**

Le gouvernement a annoncé sa contre-réforme des retraites. Dans le même temps il lance un premier train de son plan de rigueur... tout en distillant une propagande venimeuse sur le déficit de la sécurité sociale annonciatrice de nouvelles mesures antisociales.

Le seul objectif poursuivi est de faire payer aux salariés, chômeurs et retraités la crise du système financier et de l'endettement des états dont les spéculateurs, le patronat et le pouvoir sont responsables.

Pour Sud il n'y a pas d'autre voie que de construire la grève générale pour faire échec à ce projet. En effet si celle-ci ne se décrète pas, elle se prépare.

Le 24 juin syndiqués et non syndiqués affirmons la nécessité de la grève générale pour gagner !

Car des solutions il y en a :

Les titulaires de revenus financiers, qui ont profité de la mondialisation financière depuis trente ans, doivent être mis à contribution. Les dividendes nets versés par les sociétés représentaient 83 milliards d'euros en 2008, trois fois plus (en proportion de la valeur ajoutée des entreprises) qu'au début des années 1980. Ces sommes ont été prises sur la masse salariale, donc au détriment des cotisations sociales. Une taxe de 12 % à 15 % sur ces dividendes épongerait le déficit des retraites. On pourrait la doubler pour résoudre aussi les problèmes de l'assurance-maladie.

Il faut tirer les leçons de la crise financière. Un modèle de croissance économique tirée par l'avidité et l'enrichissement sans limite de quelques-uns n'est pas soutenable. Il faut s'attaquer aux inégalités sociales en taxant la spéculation boursière et en cherchant à y mettre fin, en supprimant le bouclier fiscal (600 millions d'euros par an), les niches fiscales (140 milliards d'euros d'après la Cour des Comptes). Défaire la contre-révolution fiscale menée par le néolibéralisme permettrait de dégager des ressources pour combler les déficits publics bien au-delà de celui des retraites.

Car le pouvoir du monde du travail est immense :

Les salariés actifs ou chômeurs représentent aujourd'hui 94 % de la population active. Ce sont eux qui produisent les richesses par leur travail et non les spéculateurs et les actionnaires. Ce sont aussi eux qui peuvent paralyser l'activité économique du pays et bloquer les contres réformes.

Les attaques du MEDEF et du pouvoir Sarkozyste ne tiennent que si la résignation domine, que si les reniements conduisent à accepter des réformes favorables aux plus riches.



Gagner dépend de l'engagement et de la détermination de toutes et tous.



**Face au patronat et au pouvoir,
En défense des retraites, de la santé, de
la sécu, des services publics, saisissons
chaque occasion d'agir pour construire
une confrontation sociale générale !**

Le 24 juin participez aux manifestations près de chez-vous !

Arras : 10H00 - Place de la Gare

Manifestation Régionale à LILLE : 14H30 - Porte de Paris